

## ABONNEMENTS:

Canada et Etats Unis . . . \$1.00  
Union Postale . . . \$1.50

Directeur: HECTOR HEROUX

## LA LIBERTÉ

DIEU ET MON DROIT

Im. et publié par la  
"WEST CANADIAN PUBLISHING CO. LTD."  
619 Broadway, Winnipeg, Manitoba  
Téléphones 4264-4265

## EFFORT LOYAL

Nous tenons à mettre sous les yeux de nos lecteurs l'article du *Catholic Register* sur la question bilingue. C'est un effort loyal pour clarifier le terrain sur lequel se débat cette question, et de ce temps-là nous devons reconnaître à quiconque travaille pour la paix.

Nous ne trouvons qu'une phrase qui demande explication: la voici. "Le règlement 17 est un essai de l'Ontario pour résoudre la difficulté scolaire résultant de la nécessité d'enseigner l'anglais et le français dans quelques parties de la province."

Eh! il est un essai loyal qu'il aurait été accepté par les notres de l'Ontario, tout comme il peut l'être maintenant si le gouvernement veut leur donner ce caractère d'essai loyal. Mais, à la lumière des décisions officielles pour les écoles de Windsor et de Green Valley, le règlement est clairement approuvé comme une mesure d'étranglement graduel, et les notres, qui ont le souci de vivre, l'ont refusé.

Cette réserve faite, nous ne pouvons qu'applaudir à l'article du *Catholic Register*. Etant donné le milieu pour lequel le *Catholic Register* est publié, son admission trilingue que le bilinguisme est un fait qui s'impose au Canada, ne manque sûrement pas d'une certaine dose de courage et fait preuve d'un désir d'entente qu'il nous fait plaisir de constater.

M. Genest, en sa qualité de président de la commission scolaire des écoles séparées, a déjà déclaré que lui et les siens sont prêts à faire la moitié du chemin, si le gouvernement d'Ontario veut y mettre un peu de bon vouloir.

La plus ou moins grande pression qui viendra d'un certain groupe sur les autorités de Toronto peut faire beaucoup pour rendre le gouvernement plus accommodant.

Cette pression sera-t-elle exercée? Oui, si ce groupe entre dans l'esprit dont l'article du *Catholic Register* fait preuve, et qu'il pose comme base que le bilinguisme est un fait qui s'impose au Canada.

De plus les Franco-Canadiens ont le droit d'exiger que dans les écoles où leurs enfants sont en certain nombre le français leur soit enseigné dans une proportion convenable.

Cette proportion doit sûrement grandir dans les écoles où ils sont la majorité et parfois la presque totalité.

C'est pas précisément ce qu'a voulu le Règlement 17 jusqu'ici. On voit donc que la Constitutionnalité du Règlement 17 est différente, et que pour arriver à une entente il ne faut pas se laisser l'un en jetant l'autre par-dessus bord. Le *Catholic Register* le reconnaît et le proclame, et nous lui souhaitons ardemment de faire prévaloir l'esprit de son article, dans les milieux où il pénètre.

Qu'on pose comme principe que les Franco-Canadiens ont droit de vivre au Canada et de se développer comme le bon Dieu les a fait, et l'entente sera facile, nous n'en doutons pas du tout.

## ROUGE OU BLEU?

—Rouge?  
—Non.  
—Bien, alors.  
—Pas davantage.  
—Mais, qu'on dise!  
—Rouge ou bleu, selon les hommes et les circonstances, mais toujours avec une bonne dose d'indépendance. Chacun son goût; c'est le nôtre.

Mais pourquoi cette entrée en matière, se demanderont sûrement nos lecteurs? C'est que, très justement, nous sommes classés parmi les bleus, en politique.

Evidemment c'est un rouge qui nous classe ainsi, malgré notre désir, et sans invitation de notre part, mais enfin nous sommes classés, et par un rouge authentique, à n'en pas douter.

Mais comment le savez-vous?  
—Oh! il porte la marque de fabrique! Car voyez-vous ce monsieur, rouge très authentique — il serait peut-être plus exact de dire libéral doctrinaire authentique — dans une conférence, et cela sans provocation, qu'on doit suivre la conduite des évêques et de la Sainte Eglise quand ils marchent "droit" (c'est droit que monsieur veut dire), mais, quand ils ne marchent pas "droit", oh! alors, il faut bien les abandonner.

—Et lui va juger s'ils marchent "droit", oui ou non?  
—Mais, c'est monsieur.  
—Et monsieur se croit catholique?  
—Mais, à coup sûr.  
—Mais non, monsieur est protestant.  
—Oh!

—Mais oui, protestant, à son insu peut-être, ce qui ne rend pas le mal moins grave, mais c'est un protestant en fait, car voyez-vous, le principe fondamental du protestantisme, c'est le libre examen.

Le protestant s'arroge le droit de tout examiner, de tout juger: s'il trouve cela de son goût, il accepte; sinon, il rejette. C'est un peu, tout à fait même subversif des principes catholiques les plus élémentaires, mais c'est comme cela; c'est pourquoi il porte le nom de protestant. Il proteste contre la doctrine apportée par Jésus-Christ à la terre, et officiellement confiée à la parole de Son Eglise pour être infailliblement annoncée par elle jusqu'à la fin du monde, alors que Notre-Seigneur Jésus-Christ vient mettre le couronnement à un peu que nous jugeons général. Il jugera "droit", mais nous enragions nous un peu que ne soit pas tout à fait comme notre homme.

Voilà pour monsieur et pour son énoncé de doctrine libérale très authentique.

Pour ce qui nous touche, nous lui déclarons sincèrement — il nous en ira s'il le veut — que nous ne sommes ni rouges ni bleus. Nous nous contenterons simplement d'embarrasser les partis politiques, au meilleur de notre connaissance, chaque fois que nous les trouverons au travers de notre route.

S'ils veulent seulement respecter notre foi, avoir les égards nécessaires pour le droit des parents sur l'éducation de leurs enfants, respecter de plus notre langue, et au surplus ne pas trop voler le public — car à longue ça coûte cher, — ils nous trouveront fort accommodants.

—Mais alors vous êtes des tourne capots?  
—Nous avons le pas avoir l'ombre d'une objection à faire l'opération, et nous avons la naïveté de croire que tout homme intelligent doit être prêt à agir de même, car les partis politiques, ceux de nos jours surtout, n'ont pas de "credo" fixe, savez-vous, ou plutôt

leur "credo" est de faire profession de changer d'opinion chaque fois que le besoin s'en fait sentir pour escalader le pouvoir; pour être à la hauteur du sujet, nous devrions dire chaque fois que le besoin s'en fait sentir pour s'emparer de l'assiette au beurre.

Et vous n'êtes pas sans savoir qu'une fois l'assiette prise, ils prennent très consciencieusement le beurre à poignée.

—Et puis, qui paye pour le beurre?  
—C'est Baptiste, toujours Baptiste; qu'il porte bonnet bleu ou rouge, c'est égal.

—Et puis Baptiste continue d'être très chaudement bleu ou rouge, sans savoir pourquoi, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent!

—Alors, paye Baptiste, et garde le silence; car il est inutile de s'attendre à résoudre des pommes quand on sème des patates.

## OBJET DE LA COOPERATION

Foreusement isolé par état, le cultivateur ne peut pas toujours facilement se mettre en rapport direct avec le consommateur et vice versa, alors vient se placer entre les deux l'intermédiaire, véritable épigone qui absorbe le plus net du profit.

Établissant des rapports plus directs entre vendeur et acheteur et supprimant l'intermédiaire, principale cause de dépense, l'union coopérative ramènerait un plus juste équilibre entre les prix de vente et d'achat.

C'est là son objet.

Elle n'a rien à faire avec la spéculation; elle ne cherche pas non plus à faire compétition aux commerçants locaux, du moins directement. Son objet est de faciliter au cultivateur l'accès aux grands marchés et des rapports plus directs avec le consommateur; et deuxième-ment lui assurer ainsi les plus hauts prix et l'entière jouissance du fruit de son travail.

Moyens.—Pour en arriver là, il faut surtout éliminer l'intermédiaire et améliorer les produits.

La Coopérative cherche à obtenir les plus hauts prix possible, non pas en haussant les prix déjà si élevés, mais en obtenant pour le producteur le prix total que paye le consommateur, par la suppression des commissions de vente ou d'achat.

Ainsi, par exemple, cet automne les pommes valent de \$6.50 à \$8.00 à Winnipeg, les raisins de qualité ordinaire se vendent 35 cents et même 50 cents le panier, tandis que le propriétaire de vergers ontariens d'où nous viennent beaucoup de ces produits, ne peut obtenir plus de \$2.50 le panier pour ses pommes et 10 cents pour son panier de melons.

—D'où vient cette différence énorme? Du coût de transport? Mais non, puisque le transport d'un panier de pommes par exemple coûte environ 80 cents. Le panier de pomme coûte donc, arrivé à Winnipeg, environ \$3.30, et nous payons \$6.50, au moins; c'est \$3.20 de plus que sa valeur. Qui reçoit cet excédent? Le ou les intermédiaires dont la commission se trouve être de cent pour cent.

Eh! bien, au moyen d'une Coopérative nous pourrions facilement payer \$1 de plus au producteur, tout en économisant une couple de piastres pour nous-mêmes par panier de pommes. Cela ferait disparaître en grande partie ces différences scandaleuses entre les prix de vente et d'achat.

Au moment où l'on se plaint tant, et avec raison, de la cherté de la vie, les Coopératives seraient certainement d'un secours fort appréciable pour ramener les choses à leur état normal.

J.-C. ST-AMANT, Ptre.

## MOR DE REGINA ET LES ECOLES

Mgr l'archevêque de Regina a donné le 8 novembre dernier, au Canadian Club, une remarquable conférence sur l'éducation dans la province de Québec. Il leur a dit, sûrement sans doute, mais avec une sagesse qui ne manque pas d'une franchise à laquelle ils sont peu accoutumés, des vérités qui porteraient des fruits salutaires, si tant est que certaines gens peuvent encore comprendre ce que c'est que le "British Fair Play", et ce que ces mots veulent vraiment dire aux yeux des gens raisonnables.

Nous avons reçu le texte de cette belle conférence, et nos lecteurs nous en voudraient de ne pas leur en donner une analyse un peu substantielle.

Mgr de Regina commence par constater le fait de la paix qui règne dans Québec sur le terrain scolaire. C'est la violence et la lutte, partout au Canada, Québec excepté. C'est déjà une forte présomption que le "British Fair Play" au Canada du moins, n'est vraiment compris que dans Québec.

Nos paroles pourraient être sujettes à caution; pour l'édification de nos chers concitoyens de langue anglaise, nous allons citer les paroles de ceux qui ne sont ni catholiques ni français.

M. J.C. Sutherland, inspecteur général des écoles protestantes, à Québec, écrivait naguère une lettre publique dans laquelle il disait: "Dans la Puissance en général, on ne se rend pas compte comme qu'on le devrait que nous qui composons la minorité anglaise dans Québec, nous jouissons d'un 'Home Rule' absolu en matière d'éducation. L'organisation, la discipline, l'administration de nos écoles ne 'rebutent' que des règlements qui sont adoptés par le comité protestant du Conseil de l'Instruction Publique. C'est ce comité qui décide 'quelles matières et quelles langues devront être enseignées dans les écoles protestantes'."

C'est déjà un bel exemple de "Fair Play" britannique. Nous allons bientôt être obligé de changer les mots et de dire "Fair Play" canadien-français, car en définitive nous sommes très portés à croire que celui-ci existe et que l'autre n'est qu'un paravent d'egoïsme étroit et d'intolérance brutale. Mais continuons à citer M. Sutherland.

"L'article 93 a été inscrit dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pour sauvegarder les droits de la minorité protestante de Québec. C'était la seule province où l'on entretenait des craintes sur le sort de la minorité, du moment que l'on abandonnerait la direction de l'éducation à l'autorité provinciale."

Mais bien sûr, dans les autres provinces où régnait une majorité protestante et de langue anglaise, n'y avait-il pas le "British Fair Play" sauvegardant les minorités.

Chères minorités, si vous n'avez que cela pour vous servir, votre toilette ne sera pas considérable.

Et M. Sutherland continue: "Or, cet article qui a soulevé tant de difficultés dans les autres provinces de la Puissance au cours des quarante-huit dernières années, la minorité protestante de Québec n'a jamais eu besoin de l'invoquer pour faire respecter ses droits. Il a toujours été honora-

blement respecté par l'immense majorité romaine de Québec et, à mon avis, c'est un devoir qui incombe à tous les protestants de le reconnaître."

Amis lecteurs, si vous êtes de notre avis, à l'avenir nous parlerons du "Fair Play Canadien-français" et nous enverrons le "Fair Play Britannique" aux musées préhistoriques où l'on garde les restes des âges à civilisation très grossière; c'est la place qui lui convient.

Mais M. Sutherland n'est pas seul. Entendez maintenant M. J.W. Shaw.

"Les catholiques de Québec, en matière d'Instruction publique, nous traitent avec une générosité à laquelle je ne puis à rendre hommage. Nous contrôlons nos taxes, nous avons une part généreuse 'aux allocations de la Législature; nous formons nous-mêmes nos instituteurs et nous faisons nous-mêmes tous les règlements que nous 'voulons pour nos écoles'."

Et M. Labouchère, un Anglais, bien que son nom sonne français, disait: "Qu'on ne montre donc une seule loi faite par l'Assemblée de Québec contre les colons anglais!"

Messieurs des grands journaux de Winnipeg et d'ailleurs, ne pourriez-vous pas demander aux gouvernements que vous servez de laisser passer dans leur législation un peu de l'air réconfortant de liberté scolaire donné aux vôtres par la province catholique et française de Québec?

## LES GRANDS MOTS

L'Action Catholique de Québec a osé parler des méfaits de Caranza qui afflige le Mexique de sa triste personne, et de ses actes infâmes.

Le *Free Press* de Winnipeg répond sérieusement que le brigandage de Caranza se réduit surtout à quelques réformes dont la principale est la réforme sur le terrain de l'éducation.

L'éducation, quel beau paravent pour cacher les infamies non seulement de Caranza, mais d'autres sires qui ne sont pas si loin de nous.

Nous ne convertirons sûrement pas le *Free Press*; nous ne sommes pas si naïfs que de tenter l'aventure, mais pour plusieurs des notres, qui, malheureusement, lisent le *Free Press*, il importe de dire quelles ont été les belles réformes de Caranza et de ses brigands.

1o—Destruction des trois quarts des églises catholiques du Mexique.—Ceci s'appelle en langage *Free Press*, des réformes d'éducation.

2o—Tous les évêques catholiques du Mexique chassés de leur patrie, ou mis en prison, à l'exception d'un, que Caranza n'a pu atteindre.—Réformes d'éducation, cela.

3o—Les prêtres et les religieux chassés également.—Réformes d'éducation toujours.

4o—Le vol de la propriété privée parce que cette propriété servait aux fins religieuses; églises pillées, bibliothèques détruites, laboratoires également détruits; collèges, écoles, musées d'archéologie mis en ruines.—Réformes d'éducation toujours.

5o—Maltres d'écoles et prêtres emprisonnés, torturés et mis à mort.—Réformes d'éducation, dit le *Free Press*.

6o—Outrages que la plume se refuse à décrire commis contre de jeunes personnes, d'honnêtes femmes, et de moines religieux consacrés à Dieu.—Réformes d'éducation.

7o—Interdiction du culte public de la religion sous peine de mort.—Réformes d'éducation.

8o—Usurpation de la juridiction ecclésiastique et mise en charge des quelques églises qui restent des hommes à leur convenance.—Réformes d'éducation.

9o—Mensonges abominables pour égarer l'opinion et poursuivre plus facilement les victimes ainsi éliminées.—Réformes d'éducation.

10o—Suppression de tous les journaux et autres publications, leurs bureaux.—Réformes d'éducation, chante le *Free Press*.

Après cela on peut tirer le rideau et dire avec les Marseillais: "Je te demande, mon bon, ce que cela servirait si ce n'était pas des 'réformes d'éducation'?"

Oh! les grands mots! On trouve encore des gobeurs. Et le *Free Press* a accès à nos foyers! Quelle jolotte éducation il prépare!

## FAITES DE MEME

Monsieur le curé de Letellier donnait, il n'y a pas longtemps, un conseil très pratique à ceux qui veulent s'intéresser à la colonisation d'une manière efficace, sans qu'il leur en coûte beaucoup.

Dans le dernier numéro de la *Liberté*, comme nos lecteurs peuvent s'en convaincre eux-mêmes, il joint l'exemple au conseil et il décrit fort bien le cas de M. Boulet, de Dumas.

Il ne reste plus qu'une chose à faire à nos lecteurs qui veulent faire leur petite part à l'œuvre commune: prendre une paire de ciseaux, découper l'article de M. le Curé de Letellier et l'envoyer aux parents ou amis qu'ils jugeront devoir être intéressés par le succès vœu d'un bon cultivateur dont la fortune est évaluée à \$75,000, et qui serait sûrement resté dans une condition fort médiocre pour ne pas dire pauvre, fusse-t-il demeuré dans sa patrie natale de La Patrie.

Est-ce vraiment une opération difficile que nous demandons là? Qu'on veuille nous en croire, si facile qu'elle soit, elle est susceptible de produire des effets magiques si la vingtaine partie, si la centaine partie même de nos abonnés veulent s'y mettre.

Après avoir envoyé l'article écrit par Monsieur le Curé de Letellier, vous saisissez pour expédition le prochain article d'un autre chroniqueur de bonne volonté, en attendant une nouvelle contribution du curé de Letellier.

Monsieur le Curé semble un peu étonné de ce que le mouvement ne parte guère vite; un peu de patience, les grosses masses s'ébranlent lentement, et quand il faut un petit effort personnel, si petit soit-il, la masse s'ébranle encore plus lentement. Poussez dessus tout de même; si une fois nous parvenons à la mettre en branle, nous serons amplement récompensés par un beau résultat patriotique.

Que les ouvriers de la plume soient difficiles à ébranler! Nous espérons que les mineurs de cisieux seront moins regardants. Mais pour avoir les seconds il faut avoir aussi les premiers.

À quand donc une bonne chronique locale sur le thème du succès de nos cultivateurs. La source est inépuisable; encore faut-il qu'on qu'on veuille bien y puiser.

Qu'on y pousse un peu; on en vient à notre vie nationale, pour la défendre il nous faut l'effort de tous.

## L'ALMANACH DE LA LANGUE FRANÇAISE

Encouragé par son succès de l'an dernier, la Ligue des Droits du Français publie maintenant chaque année son Almanach de la Langue française. Celui de 1917 paraîtra le 15 novembre prochain.

Cette date marque déjà un progrès sur la publication de l'an dernier. Les centres mêmes les plus reculés pourront recevoir cette fois-ci, avant la fin de l'année le nombre d'exemplaires qu'ils désireront. Mais ce n'est là que la moindre amélioration que présente le nouvel Almanach. Son tirage d'abord s'est élevé de 10,000 à 20,000. On espère ainsi pouvoir répondre à toutes les commandes.

Le format ensuite s'est quelque peu agrandi. Cela lui a donné une tournure plus élégante, dans le genre de l'Almanach Hachette. Ce nouveau format est définitif!

Enfin et surtout la matière atteste les progrès réalisés. Elle est plus riche, plus variée, plus populaire. À côté d'articles de fond, il y a des hommes comme M.M. Belcourt et Chénais, les abbés Perrier et Camille Roy, M. Henri Bourcier et le docteur Gouveau, on trouve des contes, des poésies, des chansons patriotiques, voire même plusieurs scènes d'un drame inédit et très vivant sur la lutte ontarienne. Sous des formes nouvelles, et qui reviendront à chaque publication annuelle, l'Almanach nous met au courant des principaux faits de l'année touchant les intérêts de la race, il donne la monographie d'une de nos associations nationales, il nous renseigne sur la vie des notres hors du Québec.

De nombreuses et intéressantes illustrations ornent le texte, et autres des diagrammes remarquables indiquant où sont les forces catholiques au Canada.

Et chose étonnante, le prix de l'Almanach est particulièrement bas. Malgré ses améliorations et malgré la hausse du papier, il reste à 15 sous l'exemplaire, à \$1.50 la douzaine, à \$10.00 le cent, et à \$70.00 le mille.

Aussi prévoit-on que les 25,000 exemplaires vont s'écouler rapidement. Plusieurs milliers sont déjà retenus. Qu'on guette donc l'apparition de l'Almanach, chez les libraires, le 15 novembre prochain, ou qu'on fasse aussitôt sa commande au secrétaire de la Ligue des Droits du Français, au Monument National, à Montréal.

Get Almanach sera en vente à la librairie Kérouac, 227, rue Main, Winnipeg, et rue Dumoulin, Saint-Boniface. Prix: 15 sous. Les commandes doivent être accompagnées de 5 sous pour frais d'expédition.

## LAURIERS ET FEUILLES D'ÉRABLE

Aux amoureux de notre littérature nous recommandons chaleureusement "Lauriers et Feuilles d'Érable", la dernière œuvre de notre ex-poète canadien Albert Lozeau. Plusieurs de ces poèmes ont paru dans Le Devoir et l'on ne peut que féliciter le poète de les avoir réunis en un volume.

On peut se procurer "Lauriers et Feuilles d'Érable" en s'adressant à l'auteur Albert Lozeau, 343 rue Drolet, Montréal: 50 sous l'exemplaire, plus 5 sous pour frais de port.

Je ne partage nullement le vœu exprimé en certains quartiers que, sur le mode canadien, l'on tente d'opprimer l'un des langues du pays ou de la rendre inférieure à l'autre. Si la tentative était faite elle serait, je crois, irréalisable. Et si elle était réalisable, elle serait folle et criminelle. L'affirmation, malites fois formulée, que le Canada est un pays conquis est à notre époque, comme le pays ait été conquis ou cédé, nous avons maintenant une constitution qui fait à tous les sujets britanniques une situation d'absolute égalité, qui leur garantit les mêmes droits en matière de langue, de religion, de propriété ou de droits personnels.

Il n'y a pas de race dominante, en ce pays, il n'y a pas de race conquise; nous sommes tous sujets britanniques; et ceux d'entre nous qui ne sont pas Anglais ne sont pas moins britanniques que les autres.

Sir John Macdonald.





# L'A. C. J. C. au Manitoba

## LES RETRAITES FERMES ET LES JEUNES

Des jeunes, des gens du monde s'en aller pour trois jours dans la prière et la solitude avec un... jésuite, voilà qui est surprenant. Et pourtant c'est la pratique et c'est pratique.

Nous connaissons de Québec ont mis cette invitation merveilleuse dans leur vie au Manitoba. On sentait leur espoir. C'est un bienfait, c'est l'œuvre qui nous sauvera. On l'a fait et pendant trois jours vivre de vie spirituelle pour l'apprécier. C'est à la lumière d'instructions directement appliquées à son état, c'est seul à seul avec son Dieu et sa conscience, c'est enfermé dans le bruit et des soucis quotidiens que l'on se sent à vie, qu'on voit et qu'on taille un plan d'avenir.

Se connaître soi-même, quelle grâce! C'est la connaissance son plus grand ennemi! C'est donc connaître aussi le genre de lutte à faire, le genre de "marchés" à lancer à son pauvre vieil homme.

Oh, oui, un homme averti en vaut deux. Nous ne vivons pas pour acquiescer les seuls biens temporels, puisque "l'homme ne vit pas seulement de pain". Car l'homme est plus que chair, il est esprit. Dieu l'a fait à son image et à sa ressemblance. C'est donc cette perle précieuse de l'homme qui est en jeu. C'est que celui, il faut la sauvegarder de la mitraille de cette vie et des crises de Satan. C'est pour elle, c'est pour cette âme spirituelle, inimmortelle, créée pour la vision béatifique que Dieu se fait chair et donne tout son sang. Les millions de la terre ne peuvent rien pour elle, mais seul le sang d'un Dieu. Et seul l'innocent combat son besoin de bonheur. Ce ne sera donc pas dans le tourbillon des affaires que l'âme pourra s'élever à sa vie, mais dans le calme et la paix. Dieu ne parle pas dans le bruit. Une retraite fermée, c'est donc un entretien de trois jours avec son Dieu. Une retraite fermée à Saint-Norbert c'est en outre un entourage par l'exemple. Il y a la sainte communauté, la sainte troupe, le seul son de la cloche du monastère, qui annonce à ceux qui font que les âmes d'élite s'unissent en esprit avec leur Créateur: union qui semble pénétrable à la chair mais qui est si tris consolante et cause sur la terre une joie et une satisfaction célestes. C'est à la Trappe que le jeune homme verra des abnégations dont le grandeur ne sortira jamais de sa mémoire. La seule vie de ces monastères du monde glorieux des enfants de Dieu produira sur lui une impression d'humilité, il se comparera à eux et verra son indigne spiritualité, la sainte entraînement au bien.

Une retraite fermée c'est trois jours de vie en pleine lumière. Et dans ce siècle de ténèbres, de froidure et de persécution, comme il en fait de la lumière. C'est l'époque des convictions solides pour les opposer aux attaques redoutables des ennemis de la religion. La retraite fermée stimule l'étude de l'apologétique en faisant connaître les hautes de l'esprit. La retraite fermée c'est donc une grâce. Je faisais pas passer la grâce de Dieu à travers moi. Car il est écrit: "Je crains Jésus qui passe et qui ne revient pas".

Les membres de l'A. C. J. C. qui le peuvent seront donc à la retraite des 8, 9 et 10 décembre prochain. Car ils veulent être des défilés, des militants, des champions des causes saintes. En grand nombre nous irons à l'Hôtelier des Pères Trappistes suivre les exercices de saint Ignace sous la direction d'un père jésuite.

A. F. de l'A. C. J. C.

## RICHESSSE DE NOTRE SOL

Entre le Keewatin et les Etats-Unis, entre l'Ontario et le Saskatchewan se trouve une immense plaine qui a nom le Manitoba. Sa surface plus grande qu'un quart de celle de l'Alaska, cette immense sive de 252,000 milles carrés ou environ 161 millions d'acres. Cette terre est de deux sortes: la prairie basse propre à la culture du blé et des autres céréales, la prairie basse où le foin atteint de grandes proportions; cette deuxième sorte de terre est plutôt propre à l'élevage. Ceux qui ont vu le sol du Manitoba s'accroient à dire avec le docteur Bryce que cette immense plaine était autrefois le bassin d'une mer intérieure. Une allusion naïve d'une matière extraordinairement riche recouvre presque en entier le pays et constitue les terres à lui pousse le fameux blé No. 1 dur.

Dans un pays aussi immense, il existe nécessairement une grande variété de ressources; néanmoins jusqu'ici aucune n'a été considérée avoir autant d'importance que la production du blé et c'est avec raison. Du succès ou de l'échec de la récolte de blé dépend le bien-être d'une grande partie du Canada; aussi depuis le moment où celui de la vente, cette récolte est-elle le sujet passionnant de toutes les conversations. L'influence de la moisson s'étend non seulement dans tout le Canada, mais encore au-delà des mers attirant des millions de cultivateurs avec l'aspect de terres productives à bas prix.

La fertilité du sol au Manitoba est chose acquise. En 1902 le rendement moyen du blé était de 26 minots à l'acre; il était en 1914 de 26,3, tandis que la moyenne générale pour les seize dernières années est de 17 à 18 minots à l'acre. Si nous consultons nos voisins les Etats-Unis, nous constatons que pour eux le maximum du rendement à été de 24, tandis que la moyenne générale est de 13 à 14. Quelle preuve plus évidente peut-on donner de la fertilité du sol?

De plus le blé récolté au Manitoba est supérieur à tous les autres quant à la qualité: cette supériorité est reconnue par le commerce international et M. Pilon, représentant de l'Association du commerce des farines de Londres, l'attestait autrefois à Montréal. Selon les cultures de la dernière, le blé du Manitoba obtient en moyenne à Londres, ce débouché des blés du monde entier, au moins un franc de plus par quintal métrique que tous les autres blés du monde. Cette remarquable fertilité du sol manitoibien, M. Buron, l'ex-

pliquait naguère: "Un sol noir comme de l'encre, d'une richesse extraordinaire, deux fois plus que de terre, de l'acier pur, reposant sur un fond d'argile marneuse, telle est la composition de cette terre merveilleuse." (Edmond-P. Buron. — Les richesses du Canada.)

Nous pourrions encore étendre le chapitre des richesses de notre sol, culture d'avoine, d'orge, de seigle, de maïs, de toutes les cultures des légumes, fabrication du beurre et du fromage; arrêtons-nous ici toutefois. Avant de mettre un point à ces quelques aperçus, nous osons, malgré notre jeunesse et notre peu d'expérience, poser une interrogation. Si le Manitoba est le pays producteur de blé par excellence, s'il est si extraordinairement propre à la culture des céréales, à l'industrie laitière et à l'élevage, devons-nous en conclure que le cultivateur doit se consacrer à l'usage de ces ressources de notre sol, qu'il ne laisse pas stériles des richesses qu'il pourrait exploiter?

Edmond Pilonfante, Cercle Provencher.

## A LA VERENDRYE

Les membres qui se sont réunis à notre réunion du jeudi dernier n'ont pas eu à le regretter. Ceux des affaires très urgentes ont appelé ailleurs ne savent pas ce qu'ils ont perdu. Une chronique ne le leur peut tout dire.

Le camarade Beaudry était au programme pour une causerie sur l'action. Ce fut une véritable causerie. D'après quelques notes j'en ai pu saisir le caractère et les enseignements qu'elle a rendus des plus pratiques.

Aussi fut-elle commentée par nous avec un intérêt évident, bien que le sujet reste au programme pour la prochaine réunion. C'est assez dire combien le camarade Beaudry a su nous intéresser et de la question féconde. Il a improvisé, mais à la manière que caractérisait si bien Berryer: "Le secret des improvisations est de ne pas improviser du tout. Il exprime à haute voix ce qu'il se pensait déjà, vingt et même cent fois."

## Nous avons le PLUS GRAND STOCK à Winnipeg dans les FOURRURES SUIVANTES:

### Mouton de Perse, Vison Canadien-Est, Sable d'Alaska

FOURRURES POUR DAMES	
MANTEAUX MOUTON	\$150 ET PLUS
PARURES MOUTON	\$30 ET PLUS
PARURES VISON	\$50 ET PLUS
PARURES BÊTE PUANTE	\$35 ET PLUS
MANCHONS BÊTE PUANTE	\$30 ET PLUS
MANTEAUX RAT MUSQUE	\$50 ET PLUS
MANTEAUX SEAL FRANÇAIS	\$75 ET PLUS

POUR HOMMES	
PALETOTS doublés Rat Musque, garnis Mouton	\$50 ET PLUS
PALETOTS doublés Rat Musque, garnis Loutre	\$60 ET PLUS
PALETOTS doublés Vison, garnis Loutre	\$150 ET PLUS
CASQUES EN VISON	\$20 ET PLUS
PAPOTS Castor	\$200 ET PLUS



LE MAGASIN BLEU Etabli en 1872 WINNIPEG

## LA SEANCE

### Pensez souvent et rappelez-vous le titre: "Le train de Plaisir"

Casgrain dit que le "Train de Plaisir" n'est pas un train de plaisir. La date en est fixée au 14 décembre; venez et vous nous direz, après, si Casgrain a raison.

La séance aura lieu au Collège et nous prions les gens de la compagnie ou de l'extérieur de ne pas manquer d'y assister.

## CONVOCACTION

### Cercle Provencher

Réunion le dimanche, 26 novembre, à 8 heures du soir, au collège de La Vérendrye, de l'A. C. J. C. dans les bureaux de l'Union Canadienne attendent les clients. C'est l'œuvre des consolations gratuites. Il suffit d'avoir un certificat de Monsieur le Curé ou du président de la Saint-Vincent de Paul. Donc, 8 heures à 9, le vendredi soir.

## LE SECRETARIAT POPULAIRE

Il fonctionne. Chaque vendredi soir, de 8 heures à 9, deux avocats de La Vérendrye, de l'A. C. J. C. dans les bureaux de l'Union Canadienne attendent les clients. C'est l'œuvre des consolations gratuites. Il suffit d'avoir un certificat de Monsieur le Curé ou du président de la Saint-Vincent de Paul. Donc, 8 heures à 9, le vendredi soir.

La Vérendrye.

## DELORAINÉ

Meredith M. et Miss Jules Remy, mariés depuis le 2 novembre, nous revenaient tout joyeux d'un voyage de noces dans l'Est. Nous leur souhaitons bonne chance au milieu de nous.

## leur souhaitons bonne chance au milieu de nous.

La joie se trouve souvent voisine du malheur. En effet, M. Henri Rivière, Junior, de Winnipeg, a passé au feu, brûlant la maison où il habitait, avec tout son ménage. La mère venait de descendre l'enfant qu'il venait de recevoir pour son baptême. Elle eut couru aussitôt dans cette même chambre; mais les tuyaux avaient déjà enflammé tout. Rien n'a pu être sauvé en haut. De sorte que M. Rivière a tout perdu son ménage et même quelques centaines de piastres qu'il venait de recevoir pour son baptême. On s'envoie que cet acte de la grêle a passé deux fois chez lui; il n'avait donc que le peu d'argent fait avec sa machine à battre pour passer l'hiver. Le lendemain, M. le Curé et M. Rivière, senior, sont allés chercher la mère et l'enfant pour les amener chez les parents, en attendant la reconstruction de la maison.

Nos condoléances à la famille éplorée.

On nous annonce une soirée de papiers au profit de l'église pour le 5 décembre. Personne n'y manquera.

Cette semaine nous arrivons de Napiwaka un fermier du nom de Leon VanBosdare. Il prendra la terre avoisinante de la ville, à l'est. Souhaitons qu'il nous en arrive encore de ceux qui sont isolés loin de l'église pour venir se grouper à l'ombre du clocher. Il y a pourtant bien des terres à louer et à vendre autour de Delorainé. Naturellement, comme ces terres sont cultivées depuis 25 ans et toutes "cassées", on ne peut pas se les procurer pour des "prières". Cependant il y a 15 jours un An-

glais marié à une catholique a acheté près de 700 acres à \$35 l'acre, sans intérêt. Il espère vivre comme les autres.

Un Belge de la Montagne (je ne le nomme pas parce que je ne lui ai pas demandé la permission de le nommer, mais il est encore bien vivant), s'est acheté une terre à 15 milles de l'est; un quart de section. Il en a cassé 40 acres et a payé son quart de section avec la première récolte. Il n'a toujours pas dépensé trop à payer en intérêts! Cette année, presque tous les Belges de la Montagne vendent le blé de semence à \$2 le minot, délivré à Delorainé. Lorsqu'une terre donne, même en 1916, 35 minots de l'acre, on peut payer cher et même être capable de passer au travers, surtout quand le blé se vend \$2 le minot. Mais on dira: "Cette année, c'est exceptionnel!" Soit, je le concède. Mais il faut savoir que ces mêmes terres ont donné 50, 60 et même 70 minots de blé l'an dernier. Supposons une moyenne de 30 minots, ce qui est au-dessous de la vérité, pour les trois dernières années, 30 minots de l'acre, vendus à 80 cents, cela fait \$24 de l'acre. Retenons-en la moitié pour dépenses et intérêts, ce qui est encore trop; il en reste encore \$12. Dans les parties un peu reculées de la Montagne, les terres encore en blé débutent se vendant \$8 à \$10 l'acre. Il reste donc encore de \$2 à \$4 clair, paiement de la terre fait.

Naturellement, c'est variable. Aussi la terre ne s'ouvre pas toute seule, et le vent du ciel n'apporte pas tout seul non plus le grain dans le sillon. Mais chacun son métier... Pourvu qu'un homme ait des bras et du courage, la Providence fera le reste.

Salem.

## LE CLUB LE CANADA

Que le club "Le Canada" a l'intention de prendre tôt ou tard une enveloppe considérable a été démontré lundi soir à la première assemblée régulière des actionnaires, alors qu'entre autres comités un comité de colonisation composé d'hommes influents, a été formé.

Un bon nombre de membres étaient présents et il eût été difficile de désigner plus de bonne entente et d'enthousiasme.

Président—A. H. de Trémaudan. Vice-Président—J. C. Brodeur. Trésorier—L. A. Goyette. Secrétaire—J. A. Loutre. Conseillers—Dr. L. Delorainé, H. L. Chabot, J. V. Robert, J. H. Tremblay, et Alvin Bernard.

Les comités suivants furent aussitôt choisis:

Finances—L. A. Goyette, président; membres, A. Gélina, Paul Senez, Eug. Dufresne et J. H. Bergeron. Réception—H. L. Chabot, président; membres, J. W. Poisson, W. McKennie, F. de Grammont, H. Blais, A. B. Desrosiers et J. P. Poitras.

Jeux—J. A. Loutre, président; membres, J. Lamare, J. C. Pelletier, J. H. Desautels, H. Podin. Publicité et affaires générales—président; membres, Eug. Bissillon, P. Lardon, Thos. Beaulieu et J. A. Aubert.

Colonisation—J. C. Brodeur, président; membres, H. Chabot, P. Lardon, X. Bernier, A. de Cunin, Aimé Bernard, M.P.P., J. Jos. Baril, Napol. Prud'homme, J. P. Dumas, M.P.P., J. L. Delorainé, A. Talbot, M.P.P., Alex. Nault, Joseph Dubuc, J. P. Tremblay, D. R. Barabault et Wm Lagimodière. Ces divers comités requièrent en plus la permission de s'adresser.

Les actes du comité d'organisation ayant été approuvés l'assemblée discute les meilleurs moyens à prendre pour promouvoir de

## façon substantielle, les intérêts du club.

Les divers comités furent priés de se mettre à l'œuvre, en particulier le comité des jeux et celui de publicité et des arts qui réviseront prochainement l'organisation pour une série de cartes hebdomadaires à partir de vendredi prochain, et l'autre de la langue officielle au Manitoba. L'Union Canadienne ayant le privilège de choisir la position ou le négative.

Il fut aussi question de diverses autres attractions dont le choix et l'organisation furent laissés aux comités. Tout fait prévoir une saison intéressante, au club "Le Canada."

—Comunique.

## LES AVANTAGES DU FRANÇAIS

Un Anglais, connaissant le français, et d'origine purement britannique, lance cette boutade, dans le Citizen, d'Ottawa:

"Un Anglais, dans les grands moments d'avantages à parler le français, mais à quoi bon jeter des perles devant des porcs, en discutant langue avec des gens qui ne connaissent qu'une seule langue, et même qui la connaissent imparfaitement."

Il ridiculise ensuite comme il convient les tristes perceptions, ou les sinistres farceurs, comme arg Max Alden, qui propagent la légende du "patois" canadien, lequel n'a jamais existé ailleurs que dans leur imagination.—Le Patriote de l'Ouest.

Les coqs ne peuvent pas exister quand on se sert du Holloway's Corn Cure, parce que cet onguent fraie la racine du cor.

# NOVORO

DU DR. PIERRE

est un remède qui a soutenu l'épreuve d'un usage constant depuis plus de cent ans. Il nettoie le sang, fortifie et vivifie le système tout entier et donne de la force et de la vie aux organes vitales. Préparez des herbes et des racines pures et salubres, il ne contient rien de ce qui peut faire du bien. Contre la Grippe, les rhumatismes, les maux d'estomac, de tête ou des dents, il n'est aucun remède qui l'égale.

Il ne peut pas être obtenu dans les pharmacies, mais est fourni directement au public par l'intermédiaire d'agents agréés. Écrivez à nos bureaux pour recevoir gratuitement nos seuls fabricants à propriétaires.

DR. PETER FAHRNEY & SONS CO.,  
125-135 N. Hayes Ave., CHICAGO, ILL.

# THE ROYAL INSURANCE CO.

Limited

La plus puissante Compagnie d'Assurance (feu) en existence. Actif plus de \$100,000,000

ALLAN, KILLAM & MCALY LTD., AGENTS POUR LA VILLE DE WINNIPEG  
JOS. T. DUNDUGHEL, AGENT POUR ST. BONIFACE

BUREAUX GÉNÉRAUX  
364, RUE MAIN WINNIPEG

# BANQUE D'HOCHELAGA

145 succursales et agences au Canada.

CAPITAL PAYE \$4,000,000  
RESERVE \$7,000,000

J. W. L. FOIGET, Gérant  
425 RUE MAIN, WINNIPEG, MAN.

L'accueil le plus courtois est réservé à toute notre clientèle, et nous nous faisons un plaisir de fournir toutes les informations commerciales possibles à nos clients.

Succursales à  
SAINT-BONIFACE, MAN. et à  
ST-PIERRE, MAN.

Nous achetons et vendons traites, et nous émettons des billets de banque de pays étrangers.

# BIERE

OU ET COMMENT VOUS PROCURER DE LA

En barriques ou en bouteilles la bière de Drewry est toujours bonne, car

# DREWRY

fabrique la bière depuis quarante ans et sait ce que vous voulez. Si vous en avez besoin, écrivez votre commande au Directeur, sans le gouvernement. Si vous demeurez au Manitoba, envoyez votre commande à George Drewry ou à The Hudson's Bay Co., Keeweenaw, Ontario. Les commandes doivent toujours être accompagnées d'un mandat d'argent, d'un bon de poste ou d'un chèque accepté.

POUR SAVOIR NOS PRIX, ÉCRIVEZ AUJOURD'HUI À

# E. L. DREWRY LIMITED

WINNIPEG, MAN.

# Un bon placement

LES PERSONNES QUI, DE TEMPS À AUTRE, ONT DES FONDS À PLACER PEUVENT ACQUÉRIR AU PAIR DES

# OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT CANADIEN

AU MONTANT DE \$500 OU DE MULTIPLES DE CE MONTANT.

Capital remboursable le 1er octobre 1919.

Indépendamment des coupons, les détenteurs de ces obligations peuvent se procurer, par chèque (payable au pair sans frais de change dans toutes les banques à charité du pays) au taux de 5% par an à compter de la date de l'échéance.

Les porteurs de ces obligations auront le privilège de les offrir au pair plus l'intérêt couru équivalent d'après un règlement d'obligations qui leur seront attribués sur leur souscription à tout moment de leur vie, sans que le gouvernement canadien puisse mettre sur le marché, à l'exception seulement des bons du Trésor ou autres valeurs d'état de contre sécurité.

Les fonds de ces obligations ne peuvent servir qu'à des fins de guerre.

Une commission d'un quart d'un pour cent sera payée aux courtiers réguliers d'obligations et de valeurs de bonne, sur les allocations qui pourraient leur être faites de ces obligations à la suite de demandes portant indication de leur qualité officielle.

S'adresser au sous-ministre des Finances à Ottawa pour les formules de demande.

MINISTÈRE DES FINANCES, OTTAWA, OCTOBRE 1916.

# Autour de la Ferme



## AU PAYS DE L'ÉPINETTE ROUGE

Rainy River, Ont., le 19 novembre 1916.

Monsieur le rédacteur de la Liberté,

Plusieurs de vos lecteurs m'en voudraient si je ne vous adressais une nouvelle correspondance pour répondre à leurs multiples questions. On désire connaître la nature du bois de la réserve, savoir s'il serait vraiment opportun d'y installer de petites scieries, d'y partir un magasin général, etc. Toutes ces informations entrent bien dans le cadre que je me suis tracé en commençant à faire connaître ce coin reculé de la province d'Ontario.

La forêt de notre réserve n'est pas tout à fait homogène. Si je l'appelle "le pays de l'épinette rouge", c'est que cette espèce d'arbres y prédomine un peu partout. Là où le terrain est bas et couvert de mousse, l'épinette y pousse à foison, mais n'atteint qu'un diamètre de six pouces environ. Par contre, sur les étagères des années y grossissent jusqu'à dix-huit et vingt pouces, et lancent leur panache roubruni jusqu'à soixante et quatre-vingt pieds de hauteur; il y a là certainement de quoi faire de belles planches. A côté de ces géants le sol donne aussi l'hospitalité à un heureux mélange de beaux bouleaux, de cèdres, de trembles et de sapins verts. Il y a donc des quarts de sections couvertes d'une grande variété d'arbres, d'autres quarts de sections de véritables îlots d'épinette blanche, de bouleau, de cèdre, de telle sorte que le colon en quête d'une terre se trouve dans l'embarras du choix. Je puis donc répondre à ceux qui désirent venir faire du bois de sciage qu'il y a là des millions d'arbres qui les attendent et que personne n'a encore ouvert cette industrie, mais ça ne tardera pas. Nous avons en la visite de M. Robitaille, de Deloraine; il a admiré à loisir ces belles forêts, et nous a certifié qu'il viendra bientôt y installer une scierie ruban. Comme il y a déjà soixante-dix terres de prises, les nouveaux colons devront lui demander de la planche.

Un marchand pourra-t-il prospérer dans un centre semblable? Je puis répondre que pour commencer, un magasin d'habits, en attendant la disposition d'un plus grand nombre de terrains. Les perspectives sont encourageantes. Nos Canadiens y grossissent leur nombre, ils ont des enfants, dont plusieurs ont femme et enfants. Lundi dernier nous avons eu le plaisir de faire prendre deux terres à deux jeunes gens, frères du monsieur de Boulanger, venus de Waukegan, Sask. Ces deux terres contiennent ensemble plus de 8,000 cordes de bois et sont à proximité du chemin principal. Le nombre de ces terres si richement boisées diminue rapidement. Si l'on veut s'en procurer, qu'on se hâte.

On ne demande s'il serait possible de faire acheter ces terrains par quelqu'un d'ici. Oui, certainement, et ce service nous sera rendu par quelqu'un d'ici. Écrivez à Boite 111, Rainy River, et si vous nous envoyez le montant nécessaire à cet achat, soyez sans crainte, votre serviteur ne prendra pas le train de Saint-Paul le lendemain matin.

J'AI VU.

## Aliments

Gardons soigneusement et utilisons tous nos aliments de façon à en obtenir un rendement maximum. Il faut apporter beaucoup de soin et d'intelligence à la préparation des fourrages pour les rendre plus sains, plus savoureux, plus faciles à digérer. La variété, voilà un des grands secrets de l'alimentation. Ne gaspillons pas de bonne paille; elle vaut mieux que le foin de pauvre qualité; on peut la donner hachée et mélangée à d'autres fourrages; on peut aussi donner un repas de paille longue par jour. On peut encore laisser les animaux avoir accès à une meule de paille pourvu qu'ils aient d'autres fourrages meilleurs et une ration de grain bien équilibrée. Si la ration n'a pas la succulence voulue, donnez de la mélasse, de la pulpe de betteraves ou augmentez la portion de grain. De toute façon, veillons à ce que nos bestiaux profitent bien; les bestiaux qui ne profitent pas bien ne font pas un bon emploi des aliments qu'ils consomment.

Vous auriez dû acheter vos mouffes en coopération, au milieu de l'été, lorsque les prix étaient bas. Mais si vous n'avez pas déjà fait, achetez immédiatement. Achetez par charge de wagon; vous économisez au moins un dollar par tonne. Rappelez-vous que la mouture de la meilleure qualité est toujours la moins chère. Elle coûte moins par livre de protéine et elle est généralement plus digestible.

## Chevaux

Le marché aux chevaux se raffermi et promet de rester ferme. Il faudra néanmoins améliorer nos méthodes de reproduction, d'élevage et d'alimentation en vue d'obtenir de meilleurs chevaux, mieux appropriés aux marchés canadiens et qui puissent se vendre à de meilleurs prix.

Les chevaux qui naissent en hiver, faute d'une nourriture suffisante, vous font perdre de l'argent. Il faut plus de nourriture pour les mettre en état de faire les gros travaux de l'été qu'il n'en aurait fallu pour les maintenir en bon état tout l'hiver. Les chevaux trop nourris en hiver ne valent pas mieux; leur estomac se détraque, ils deviennent trop gras, trop mous, et ne sont pas en bon état de faire un dur travail au printemps. En hiver, le cheval de trait qui ne fait rien conserve son poids et se maintient en bon état avec la ration suivante: une livre de foin, 1 livre de paille et une livre de carottes, betteraves fourragères et navets par cent livres de poids vif. Faites toujours graduellement tous les changements de nourriture, d'alimentation, ou de traitement.

Le poulain de bonne qualité, qui profite rapidement et qui se tient en bon état de chair, mais trop gras, est celui qui fera le plus gros cheval et qui obtiendra le plus haut prix du marché. Faites saillir toutes les bonnes juments, car les chevaux se trouvent en grande demande. Il est tout aussi satisfaisant et souvent plus économique d'avoir des poulains d'automne que des poulains de printemps. Il n'est pas trop tard pour mettre à l'étalon la jument qui n'a pas encore été saillie. Mieux vaut toutefois ne pas la faire saillir du tout si vous n'avez pas un bon étalon à votre disposition.

## QUELQUES MOTS DE RECTIFICATION

(Le Droit)

La Northwest Review du 4 novembre nous arrive avec un article sur la question bilingue en Ontario. On peut voir, par le ton de l'article, que l'auteur n'a pas l'intention de heurter les sentiments des Canadiens français de cette province, et qu'il écrit de bonne foi. Cependant, certains passages ont été écrits sur de fausses impressions, et sans avoir l'intention d'engager une polémique, et de faire des reproches, nous croyons de notre devoir de rectifier certaines inexactitudes.

Il est évident que nous n'avons rien que nous ne puissions prouver par des documents authentiques et si le rédacteur de la Northwest Review désire de plus amples informations, nous sommes entièrement à sa disposition. Nous préférons le renseigner personnellement.

Il est excessivement facile, pour une personne vivant loin de notre province, de se méprendre sur la véritable situation de la langue française en Ontario: tous les jours nous en avons de nouvelles preuves. Il est de toute importance de suppléer au manque de renseignements de ces personnes d'ailleurs bien pesantes, quand les circonstances nous le permettent.

Après avoir donné quelques appréciations sur la dernière lettre envoyée du Saint Père, la Northwest Review dit que la question bilingue est de savoir comment bien de temps une "langue qui n'est pas de la province, peut être enseignée dans les écoles du pays." Elle ajoute: "Dans les districts purement français, il n'y a pas eu de difficulté; tout le trouble est venu des centres mixtes où se trouvaient une bonne proportion de Canadiens de langue française et de langue anglaise. Dans ces centres, on s'est servi du bilinguisme et plusieurs heures de la journée scolaire ont été employées à l'enseignement du français. Plus on donnait de temps à l'enseignement du français, plus les Canadiens français étaient contents. Mais ils oublièrent quelquefois que d'autres possesseurs de droits communs, les Anglais, oublièrent que les enfants de langue anglaise perdaient considérablement de temps nonobstant le fait que ces mêmes enfants avaient à lutter contre d'autres enfants de langue anglaise qui recevaient leur instruction exclusivement en anglais, toutes les heures du jour. Ceci fit le fond du grief réel et persistant des familles de langue anglaise, et c'est, comme nous le voyons, le problème qui demande solution."

La Northwest Review fait erreur quand elle dit que les Canadiens français ont "oublié que d'autres avaient des droits comme eux." Ils l'ont tellement peu oublié que nous sommes en mesure de prouver par des statistiques, qu'il n'y a pas dans les écoles bilingues 3 p.c. des enfants de langue anglaise, qui aient à souffrir du bilinguisme.

Pourtout où les Canadiens français sont en majorité, ils ont pris soin de grouper les enfants de langue anglaise dans des écoles ou des classes, avec des instituteurs de langue anglaise. Là où les enfants ne sont pas assez nombreux pour former une classe, ils reçoivent leur instruction à part, et pas un seul n'est obligé d'apprendre le français malgré lui.

Ainsi, dans Ottawa, où la lutte est la plus intense, il n'y a pas un seul enfant de langue anglaise dans les écoles bilingues. Ils sont tous groupés dans des écoles exclusivement anglaises et le "grief réel" dont parle le journal de Winnipeg ne peut donc pas exister.

Bien plus, à Sturgeon Falls, les Canadiens français, qui sont la grande majorité, dépensent pour le paiement des instituteurs et l'entretien des classes pour les enfants de langue anglaise plus d'argent que n'en paient les canadiens de langue anglaise.

Si nous prenons le cas d'Alfred, un enfant de 80 p.c. des enfants qui fréquentent les classes sont canadiens français, il n'y a pas un mot de français dans l'enseignement. Tous les contribuables canadiens français avaient présenté une pétition à la commission scolaire et voici la réponse extraite des minutes de l'assemblée d'août 1915: "Whereas a petition from the French speaking ratepayers was received asking that French be taught in the lower classes of the school to French speaking children; it is resolved that this board refuse the prayer of the petitioners."

A Lanester, sur 200 enfants, plus des trois quarts sont de langue française et pas un mot de français à l'école. A Green Valley, sur 50 enfants, 48 étaient de langue française et l'on sait de quelle façon les contribuables canadiens français ont été traités.

A Windsor, dans une école, la proportion de Canadiens français est de 85 p.c. et pourtant, on n'a pas le droit d'enseigner un seul mot de français.

Il semble bien que dans ces centres, les Canadiens français ne désirent pas le droit d'apprendre leur langue, et qu'ils ne sont pas ceux qui oublient que "d'autres aussi ont des droits".

## Cote du Grain

Mardi soir, le 21 novembre

	Déchargé	Inspecté	"Tough"	Rejeté	"Smutty"
<b>BLE</b>					
No 1 Nord .....	201		189	189	189
No 2 Nord .....	197 1/4		187	186	186
No 3 Nord .....	192		181	178	178
No 4 Nord .....			164		
No 5 Nord .....	161		154		
No 6 Nord .....	106		100		
Pourrage .....	106		100		

<b>AVOINE</b>		
2 C. W. ....	63 1/4	63 1/4
3 C. W. ....	64 1/4	63 1/4
Extra 1 four .....	64 1/4	63 1/4
No 1 four .....	63 1/4	62 1/4
No 2 four .....	63	
Rejeté .....	95	89
<b>ORGE</b>		
No 3 .....	115	106
No 4 .....	105	99
Rejeté .....	95	89
Fourrage .....	95	89

<b>LIN</b>		
1 N. W. C. ....	261 1/4	
2 C. W. ....	258 1/4	
3 C. W. ....	233 1/4	
Rejeté .....	233 1/4	

DECHARGE veut dire "déchargé" à l'élevateur terminus à Fort William et Port Arthur.

INSPECTÉ veut dire "inspecté" par les inspecteurs du gouvernement à Winnipeg.

La cote pour le grain "tough", "rejeté", "amutty" est pour le grain déchargé.

	Blé	Avoine	Lin	Orge
Novembre .....	200		261 1/4	
Décembre .....	190	65	262 1/4	107
Mai .....	191	67 1/4	271	115

Cote fournie par la N. Bawlf Grain Co. Ltd.

## Le Comptoir Agricole, 'Limited'

LES SEULS CANADIENS-FRANÇAIS COURTIER EN GRAIN DANS L'OUEST CANADIEN

M. Langille, gérant général, ancien inspecteur en chef du grain, occupera tout spécialement de l'échantillonnage, de l'entreposage et de la pesée.

Retours prompts et satisfaisants

Avances généreuses sur les connaissances. (BILL OF LADING)

Il y a profit à confier son grain à des courtiers qui ne vendent qu'à commission prendront un intérêt tout particulier à vos affaires.

Pour tous renseignements quant à l'expédition, ou autre chose, ÉCRIVEZ, TÉLÉGRAPHIEZ ou TÉLÉPHONEZ à

Téléphone Main 3361 500 Grain Exchange

tribunaux d'anglais; et dans ces classes, il n'y a pas une minute consacrée à l'enseignement du français.

Enfin, il y a à peine 3 p.c. des enfants de langue anglaise, que les circonstances forcent à fréquenter les écoles bilingues; et dans tous les cas, ces enfants reçoivent à part l'enseignement en anglais, ils apprennent leur catéchisme en anglais et ils n'ont pas forcement d'apprendre le français.

Voilà les faits, et nous pourrions en citer d'autres, qui prouvent que les Canadiens français n'ont jamais oublié "que d'autres avaient les mêmes droits qu'eux." D'un autre côté, on pourrait citer certains cas où les enfants canadiens-français sont en très forte proportion, même en immense majorité, et dans ces écoles il n'y a pas un mot de français, pas même pour le catéchisme.

Succursales  
**YORKTON**  
**MOOSE JAW**  
**CALGARY**

LA  
**N. Bawlf Grain Company**  
LIMITED  
**COURTIERS EN GRAINS**  
Winnipeg, Man.  
Expédiez-nous votre grain. Nous sommes établis à Winnipeg depuis 37 ans.  
Marquez sur votre connaissance (Bill of Lading):  
"Notifiez N. Bawlf Grain Co. Ltd." et envoyez-nous votre copie, nous disant quel montant vous désirez comme avance, ou faites une traite sur votre banque en y attachant votre connaissance.  
Téléphones ou écrivez à M. Deschambault pour les plus hauts prix, et pour donner vos instructions.  
**Paiement fait le jour même de la vente**  
ATTENTION SOIGNEUSE

proportion de Canadiens français est de 85 p.c. et pourtant, on n'a pas le droit d'enseigner un seul mot de français.

Il semble bien que dans ces centres, les Canadiens français ne désirent pas le droit d'apprendre leur langue, et qu'ils ne sont pas ceux qui oublient que "d'autres aussi ont des droits".

La Northwest Review poursuit: "Le gouvernement de l'Ontario cherche un remède par une loi déterminant le temps pendant lequel le français serait enseigné dans les écoles. Les Canadiens français s'opposent au gouvernement et refusent même d'essayer la loi."

Si la législation gouvernementale n'avait fait que déterminer le temps pendant lequel le français s'enseignait dans les écoles, il n'y aurait pas eu d'opposition de la part des Canadiens français; mais le Règlement 17, tel qu'il est surabondamment prouvé dans l'étude que nous en avons publiée dans le Droit du 18 avril 1916, opère graduellement et systématiquement l'abolition du français dans les écoles où il existe déjà et il prohibe entièrement dans toute nouvelle école.

Le journal de Winnipeg ajoute encore: "Jusqu'à présent, quelque nos amis français ne soient opposés vigoureusement à la loi ornant les statuts, nous ne connaissons aucune autre proposition qui les aurait satisfaits pour remplacer cette loi. De quoi seraient-ils satisfaits?"

"Il se peut que la Northwest Review ne soit pas au courant de ce que nous désirons; mais il n'y a pas de doute que des intérêts. Nous avons exprimé maintes fois dans le Droit ce qui nous contentait; nous avons même publié en anglais un manifeste spécial. Droit pour mettre nos réclamations sous les yeux de ceux qui ne savent pas le français.

Nous avons fait auprès du gouvernement des autres intéressés toutes les démarches possibles; nous avons toujours été prêts à accepter un compromis honorable et toute suggestion équitable; nous sommes encore dans les mêmes dispositions.

J.-Albert Foisy.

**BETAIL**  
Mardi, le 21 novembre

**Taureaux de poids**  
1,200 livres et plus—  
De choix .....

**Taureaux de boucherie**  
De 1,000 livres à 1,200 livres—  
De choix .....

**Vaches de boucherie**  
1,100 livres et plus—  
Choix .....

**Boeufs (Bulls)**  
De choix .....

**Boeufs (Oxen)**  
De choix, de 950 à 1,100 liv.  
Prix .....



# L'OEUVRE DE L'UNION CANADIENNE

Sa fondation. --- Le travail déjà accompli. --- Ce qu'elle fera cet hiver.  
Pour la défense de l'âme nationale.



DR LAURENDEAU  
Président

Lundi, le 2 octobre, les administrateurs de l'Union Canadienne rendaient compte de leur travail au cours de l'année 1915-1916.

L'année qui vient de s'écouler restera certainement mémorable dans l'histoire de l'Union, car depuis quelques mois, elle a pris un essor — grandement désiré par les administrateurs — mais enfin, bien au-delà des espérances des plus optimistes. Les résultats obtenus montrent bien qu'elle répon-



M. L'ABBE GAGNON  
Aumônier

duit à un besoin et que son progrès lent au début provenait plutôt de l'heure tardive de son arrivée. Ce fut une année d'activité, d'organisation, d'initiative, et l'encouragement reçu de la population canadienne-française est une preuve tangible de son appréciation des efforts de nos jeunes gens.

Il sera sans doute intéressant de passer brièvement en revue le travail de l'année qui vient de se terminer.

Ce fut le vice-président A.-J. Pa-



J. MONDOR  
Vice-président

pineau qui fut premièrement l'initiative d'organiser une équipe de goudet; tout était à faire, mais à force de travail, de tact, de persévérance, le vice-président eut bientôt mis sur pied une équipe qui répandit la terreur dans le voisinage et même qui faillit... remporter la coupe Cyr. Pour une première tentative, c'était encourageant.

Ici, il convient de dire encore une fois un grand merci au Rév. Frère Joseph, le distingué directeur de l'Académie Provencher, pour l'assabilité avec laquelle il s'empressa d'accueillir aux membres de l'Union l'usage du patinoir de l'Académie Provencher, et les jeunes de l'Union lui en sont profondément reconnaissants.

A ceux qui oseraient mettre en doute la vitalité de notre jeunesse canadienne-française, est-il possible de leur apporter une preuve plus concluante qu'en leur rappelant son trait éminent, en leur montrant cette requête. C'était l'œuvre du Cercle LaVendrye de l'A. C. J. C., mais l'Union Canadienne tenait à y contribuer, et elle l'a fait largement.

Rappelez-vous cette première réunion d'une trentaine de jeunes gens imbus d'une seule idée, remplis d'une détermination inébranlable, celle de protester de la façon la plus énergique contre l'injustice criante qui était faite à notre bien-aimé archevêque et à toute la population canadienne-française au Manitoba.

Rappelez-vous l'unanimité des délibérations de cette réunion, la formation des comités de rédaction, d'organisation, de finances, les souscriptions précieuses, la rédaction de la requête, son impression, l'organisation des délégués, leurs attributions, préparation des listes devant recevoir les signatures, la perception des montants requis pour subvenir aux dépenses.

Rappelez-vous le départ des délégués, un ou deux vers chaque paroisse de la province, les longs trajets en voiture, le froid rigoureux, la neige abondante, l'accueil chaleureux, les signatures apposées avec joie et enthousiasme, le retour, les figures souriantes, le décompte: 32,000 signatures! La population canadienne-française du Manitoba entière poussait le cri de douleur que lui causait l'injustice dont elle souffrait.

Eh! qu'il nous oui, tout cela fut accompli dans quinze jours; mais ce n'est pas tout.

Rappelez-vous la décision d'envoyer un délégué à Rome, le choix de ce délégué, le jeune chargé d'inviter ce délégué à accepter la mission, l'hésitation, la considération des grands sacrifices qui en résultent et des périls nombreux à courir, l'acceptation pour le bien de la foi catholique et de la langue française au Manitoba, la réunion la veille du départ, les paroles énergiques, les bons souhaits, le retour, les succès partiels mais immenses, la joie, le regret, les expressions sincères de reconnaissance. Ce fut un travail gigantesque. Sans doute, aussi, le résultat n'a pas satisfait les espérances, mais, en considérant les difficultés nombreuses de ce genre en Amérique, où nos compatriotes ont eu et ont encore tant à souffrir malgré leurs protestations énergiques, n'avons-nous pas au moins le droit de nous sentir satisfaits dans la mesure du succès obtenu?

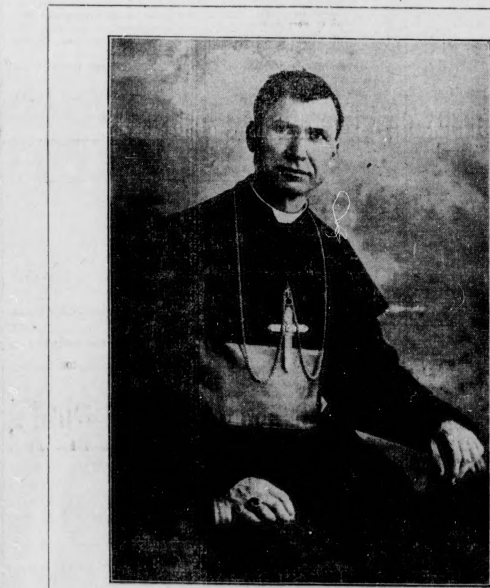
À peine le travail concernant la requête était-il terminé que commençait la série de conférences si instructives et si appréciées de la population française de Saint-Boniface et de Winnipeg, données sous les auspices de l'Union Canadienne.

Sa Grandeur Monseigneur Béliveau, archevêque de Saint-Boniface, nous fit l'honneur de donner la première de ces conférences. Sa Grandeur parla de patriotisme. A un moment où, sous prétexte de travailler pour le bien du Canada comme nation, la persécution contre le français devenait de plus en plus active, Sa Grandeur démontra en quoi consistait le vrai patriotisme, prouva la fausseté du prétendu patriotisme de nos persécuteurs et fit voir



GEDEON LEMAY  
Trésorier

l'inutilité de leurs actes néfastes, à cause de l'énergie vitale de la race canadienne-française. Nous



SA GRANDUEUR MONSIEUR BELIVEAU  
Président honoraire

pouvons résumer ses paroles courageuses et fortes par la citation qu'elle faisait en terminant:



ERNEST GAGNON  
Président du Comité de la Presse

"Nous ne mourrons pas, mais nous vivrons".

A ceux qui prétendent avoir tant de bonnes raisons pour faire disparaître les écoles bilingues, on ne peut donner de réplique plus embarrassante que de leur mentionner l'Académie Provencher; aussi nous ne pouvions entendre une voix plus autorisée à traiter ce sujet que celle du dévoué directeur de cette Académie, le Rév. Frère Joseph, qui eut l'amabilité de nous donner la seconde conférence. Il exposa la méthode d'enseignement dans les écoles bilingues, sa supériorité au point de vue pédagogique, les succès obtenus, le progrès notable des écoles rurales; il démonta l'ignorance et la mauvaise foi de ceux qui nous persécutent. Enfin, cette conférence fut une réponse complète à tous les arguments ou prétextes avancés à l'appui de la loi injuste que la législature locale adoptait au printemps dernier.

Tel fut le sujet de la troisième conférence donnée par le Rév. Père Blain, S.J., distingué professeur au Collège de Saint-Boniface.



J.A. BEAUPRÉ  
Président du Comité Littéraire

camp dans les différentes ligues de Winnipeg. Après une certaine hésitation causée par les craintes

l'achat du matériel nécessaire, les administrateurs donnèrent plein pouvoir au président Raymond, et nous pouvons nous en féliciter. Cette entreprise nous enmena un grand nombre de nouveaux membres, nous fit connaître les uns les autres et apporta un peu d'air dans nos coffres. Les quelques cent piastres qu'il fallut dépenser furent amplement compensés de toutes façons et nous ne pouvons laisser passer cette occasion sans remercier chaleureusement notre zélé président des jeux pour son dévouement et l'habileté avec laquelle il a mené cette entreprise à si bon port.

L'équipe de la ligue intermédiaire démontra en arrivant en tête de la ligue, qu'elle pouvait entrer dans la ligue senior. Les autres équipes si elles n'eurent pas le même succès, n'en furent pas moins, et nos jeunes de Saint-Boniface se tirèrent de toutes les joies qui leur firent avec honneur pour eux-mêmes et pour l'Union Canadienne; toujours, ils se montrèrent des gentilshommes accomplis.

Il ne faut pas oublier de remercier tous ces joueurs, et en particulier les gérants et capitaines de chaque équipe, et souhaitons à tous de nouveaux succès l'an prochain, vous promettant le concours de l'Union autant que cela sera possible. A l'an prochain donc pour la balle au camp. La saison qui vient de finir nous a donné les meilleurs encouragements.

Elles ne sont pas très grandes, nos salles; cependant toutes prises, on y trouve une salle de billard où se trouvent quatre billards, deux de grande dimension appelés "snookers" et deux autres considérables. Nous avons une table neuve achetée il y a quelques jours, et les amateurs de billard pourront s'en donner tout leur saoul.

Des tables pour jouer aux cartes, même aux pannes, sont à la disposition des membres, ainsi que des échiquiers et des dominos. Une chambre est réservée au bureau de direction et l'on y tient les assemblées nombreuses des administrateurs. Une autre chambre, assez vaste et bien équipée, sert de lecture de journaux, pamphlets, tracts et autres volumes à la disposition des membres de lire sans être dérangés.

Une autre salle prête bientôt servira de gymnase. Beaucoup d'améliorations seront faites dans le courant de l'année, et tous ceux qui auront le privilège d'être membres pourront passer de bons quarts d'heure, et nous accomplirons ainsi l'idée, le but de l'Association en fournissant aux membres le moyen de s'amuser, de se récréer en famille.

Les patineurs et les joueurs de goudet vont pouvoir profiter des avantages de l'Union, puisque grâce à l'initiative du président du comité des jeux, nous allons avoir un patinoir. Ce n'est pas sans appréciation que les administrateurs décident cette entreprise, car il va y avoir beaucoup de dépenses à faire, mais comme la balle au camp a bien réussi, nous espérons que ce sport sera aussi un succès. Le public de Saint-Boniface pourra ainsi, sans se déranger, venir prendre ses ébats sur le miroir d'une glace que nous tiendrons de tenir toujours en parfait ordre. Il y aura aussi nombre de parties de goudet, et vous pourrez venir voir l'adresse, l'habileté de nos jeunes gens de l'Union. Nous reviendrons sur ce sujet dans nos nouvelles de l'Union.

En attendant, nous comptons sur l'encouragement du public dans cette entreprise. Cet encouragement ne nous a pas manqué jusqu'à présent, et nous espérons qu'il continuera.

Cette association est formée de membres actionnaires et de membres non-actionnaires. Pour être actionnaire il faut être membre et être propriétaire d'une action. Ces actions se vendent au prix de \$10 chacune. Il est aussi de rigueur qu'une personne ne peut devenir actionnaire avant d'avoir été acceptée par le bureau d'administration. Ce bureau d'administration



C.W. RAYMOND  
Président du Comité Athlétique

est composé de neuf actionnaires élus chaque année par les actionnaires en règle. Pour être membre il ne suffit que d'être accepté par le dit bureau et payer une cotisation de 25 sous par mois.

Il serait trop long d'énumérer les règlements de l'Union; nous y reviendrons plus tard. Du reste, qu'il suffise cependant de dire qu'ils sont tous pour la bonne administration de l'Union et qu'ils ont été approuvés par les autorités



J.E. FONTAINE  
Gérant

ecclésiastiques. Nous ne pouvons passer sous silence cependant la formation des comités: finances, jeux, musique, littérature, presse. Tous ces comités ont leur président ou délégué au bureau général, et un rapport chaque mois doit être présenté au bureau d'administration. Ainsi chacun a sa part d'ouvrage, et nous pouvons dire, à l'honneur de tous les comités existants, que tous font leur devoir.



A. FERLAND  
Secrétaire

et les inquiétudes de dépenser le montant d'argent assez considérable que cela occasionnerait pour



E.M. BEAUDRY  
Fondateur du Comité de Musique







